



## COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL



### Rapport de mission

## Conférence des parties (COP 19) de la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) et 9<sup>ème</sup> session à la réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CRP-9)

Varsovie, Pologne, du 11 au 22 novembre 2013



## Introduction

Du 10 au 22 novembre 2013 s'est tenue à Varsovie en Pologne, la 19<sup>ème</sup> Conférence des parties (COP19) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) et la 9<sup>ème</sup> Conférence à la réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CRP-9).

Une délégation du CILSS a pris part à cette conférence internationale qui a attiré 8300 participants dont 4022 personnalités gouvernementales, 3695 représentants d'agence des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et organisations de la société civile et 658 membres de media.

La délégation du CILSS a conduit au cours des rencontres plusieurs activités notamment :

- l'animation d'un stand pour la promotion des différentes initiatives du CILSS sur le changement climatique (GCCA, PRGDT, FFEM/changement climatique, ISACIP/ClimDev, ACIC, etc..),
- l'organisation d'un Side Event et la participation à de nombreux évènements parallèles (Side Event, plénière, segment de haut niveau sur le changement climatique, travaux du groupe Afrique)
- l'accompagnement des négociateurs ouest africains sur le climat (élaboration d'un bulletin spécial COP, appui aux négociations sur des thèmes spécifiques à l'espace ouest africain tel que l'intégration de l'agroforesterie dans le MDP)
- l'identification de nouveaux partenaires techniques évoluant dans le domaine du changement climatique, etc.

## I. Bref aperçu et enjeux globaux des négociations sur le climat

### 1.1 Etat des négociations

Les dernières avancées en matière de négociations internationales sur le climat peuvent se résumer comme suit :

**Le plan d'action de Bali (2007)** qui définit les principaux points de négociations climatiques globales selon cinq piliers : vision partagée, atténuation, adaptation, transfert de technologie, financement.

**Copenhague (2009)** : accord pour un objectif chiffré de stabilisation de l'augmentation de la température moyenne mondiale +2°C sur les bases de recommandations du GIEC

**Cancun ( 2010)** : accord pour le financement de la part des pays développés des actions d'adaptation et d'atténuation dans les pays en développement, financement de 30 milliards de \$ par an sur 2010-2012 devant atteindre 100 milliards an d'ici à 2020 ; Création d'un Registre des Mesures d'atténuation appropriée à l'échelle nationale (NAMA), d'un Fonds vert pour le climat, d'un Comité pour l'adaptation, d'un Centre de technologie pour le climat ; l'affinage du mécanisme REDD+ ;

**Durban (2011)** : (i) création de la « plate forme de Durban (ADP) dont l'objectif est de conduire à un Traité unique d'ici 2015, qui entrerait en vigueur à partir de 2020 et concernerait tous les pays (ii) accord sur une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, (iii) ) accord sur l'opérationnalisation du Fonds Vert pour le Climat etc.,

**Doha (2012)** : marque la fin d'un cycle laborieux de négociations

### 1.2 Enjeux pour le CILSS

La Conférence des Parties des Nations Unies sur le Changement Climatique constitue un cadre (i) pour améliorer la communication externe du CILSS accroissant sa visibilité, (ii) de renforcement des capacités des experts thématiques leur permettant d'être outillés pour appuyer les pays, (iii) de réseautage par la rencontre avec des sommités et experts du climat y compris des partenaires techniques et financiers et (iv) de partage et de diffusion des acquis de l'Institution. En effet, la COP réunit les 193 pays signataires de la CCNUCC mais aussi les grandes organisations internationales, régionales et sous régionales s'intéressant au climat. Cela constitue une opportunité à saisir chaque année pour s'insérer dans la dynamique mondiale sur ladite thématique et faire connaître les investissements et acquis enregistrés pour réaffirmer le rôle de leadership du CILSS dans les divers domaines du changement climatique en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Le CILSS bénéficie de

financements de divers bailleurs de fonds qui souhaitent aussi être cités à ce haut niveau des négociations climatiques. C'est par exemple dans ce cadre que les projets GCCA, BRICKS, FFEM/CC, PRGDT prévoient la participation des experts aux COP afin d'y présenter quelques résultats comportant leur nom et aussi pour être associés à leur Side Event afin de montrer la dimension de leurs financements. Enfin, les pays appuyés par le CILSS devraient bénéficier de renforcement de leurs capacités en négociations climatiques pour leur permettre de justifier leurs positions. C'est pour cela qu'une formation des pays sur les négociations climatiques a été organisée quelques semaines avant la COP et des rencontres ont été effectuées courant l'évènement avec les négociateurs ouest africains pour échanger sur les besoins en matière de position.

## 2. Résultats des négociations globales à Varsovie

Les décisions majeures prises, classés par thèmes suivant les cinq piliers du Plan d'action de Bali (vision partagée, atténuation, adaptation, transfert de technologie, financement) sont :

### Vision partagée

Décisions :

- Les Parties doivent ratifier de toute urgence l'Amendement de Doha
- L'ADP doit continuer à élaborer un draft de Décision contenant les aspects suivants : atténuation, adaptation, financements, transferts de technologie, renforcement des capacités, transparence
- Toutes les Parties sont invitées à transmettre leurs propositions de contributions, sans préjudice de leur nature légale
- Le niveau d'ambition pré-2020 doit être rehaussé de toute urgence.

### Atténuation

Décisions :

- La nécessité de développer des lignes directrices pour aider les AND à mesurer les effets de projets MDP en termes de développement durable et de simplifier le processus de validation pour certaines activités présumées a priori additionnelles.
- Pour les pays Annexe 1, les 1<sup>er</sup> rapports biennaux des pays développés doivent être transmis d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et qu'ils seront communiqués à la COP20.
- Pour les pays non Annexe 1, le Groupe consultatif d'experts sur les communications nationales non Annexe 1 (CGE) est prolongé sur 2014-2018 ;
- Les analyses et consultations internationales (ICA) doivent être non intrusives, non punitives et respectueuses de la souveraineté nationale ;
- Les pays les plus riches, déjà inclus dans l'Annexe 1, sont invités à augmenter leurs financements en faveur des NAMA et que le Secrétariat de la Convention climat doit organiser des ateliers en 2014 pour analyser l'adéquation entre besoins de financement et disponibilités.
- Les pays bénéficiaires du REDD+ sont invités à désigner une entité point focal REDD+ et ces dernières doivent se rencontrer régulièrement en présence des bailleurs,
- Les pays sont invités à suivre les lignes directrices de la Décision 4/CP.15 et à assurer un suivi transparent et cohérent dans le temps des émissions et absorptions anthropiques ;
- Les pays sont invités à inclure ces informations dans leurs communications nationales et en conformité avec les règles générales concernant ces dernières ;
- la Décision encourage les pays et le secteur privé à continuer leurs actions pour contrer ces facteurs.
- Le MRV REDD+ doit être cohérent avec les lignes directrices de la Décision 4/CP.15 ; le MRV des émissions et absorptions anthropiques doit être transparent et cohérent dans le temps et avec le(s) niveau(x) de référence forestier ou d'émissions ;
- Comment assurer le MRV d'ici 2015. Quels arrangements institutionnels ?
- Les lignes directrices et modalités d'examen des niveaux proposés par les Parties sont incluses en Annexe de ladite Décision ;

## **Adaptation**

Décisions :

- La 2<sup>nde</sup> revue du Fonds pour l'adaptation doit être finalisée à la CMP10 et que les Parties et autres entités sont invitées à faire part de leurs vues sur ce sujet avant mars 2014.
- La planification de l'adaptation doit être pilotée au niveau du pays ;
- les bailleurs sont invités à faire part, d'ici le 26 mars 2014, au Secrétariat de la Convention climat comment ils appuient les NAP ;
- Les Parties et autre entités sont invitées à faire part, d'ici le 26 mars 2014, au Secrétariat de la Convention climat leur retour d'expérience en termes d'application des lignes directrices pour les NAP ; que ces dernières pourraient, le cas échéant, être revues lors de la COP20.
- Un mécanisme international de Varsovie sur perte et dommage » est établi au sein du « Cadre pour l'adaptation de Cancun » et qu'il est sous tutelle de la COP. Ce mécanisme pourra être revu à la COP22 (2016) au niveau de sa structure, son mandat et son efficacité. Parmi ses nombreuses fonctions, il devra coordonner les appuis en terme de perte et dommage. Par ailleurs, la première réunion de son Comité exécutif se tiendra en mars 2014 et que sa composition sera officiellement arrêtée à la COP20.

## **Transfert de technologie**

Décisions :

- La COP salue le rapport sur les modalités et procédures du Centre et réseau sur les Technologies et le Climat (CTCN) et les adopte en Annexe 1 de ladite Décision, tout comme les procédures du Bureau consultatif du CTCN en Annexe 2 ;
- La COP encourage le CTCN et le TEC à œuvrer de concert au sein du Mécanisme sur les technologies et à étoffer leurs réseaux avec des entités nationales et internationales.

## **Financement**

Décisions :

- L'urgence de respecter les engagements sur les financements (100 milliards US/an d'ici 2020) et aussi de mobiliser de l'argent public pour ce faire ;
- La reconnaissance de l'importance du financement pour l'adaptation et la nécessité d'allouer une part significative de l'argent public à l'adaptation et de le faire via le FVC ;
- La recherche de financement à long terme pour relever tous les défis. A cet effet il a été décidé d'étendre le programme de travail sur le financement à LT qui se termine en décembre 2013 ;
- Etablir un équilibre entre l'atténuation et l'adaptation
- Les pays développés doivent préparer des soumissions bisannuelles entre 2014 et 2020 indiquant comment ils vont mobilier des financements ;
- Le groupe Africain a insisté sur la nécessité d'avoir une coordination transparente ;
- Evaluation biennale de tous les mécanismes de financement
- le CPF tiendra un 2<sup>nd</sup> forum en 2014 sur la mobilisation d'argent public et privé pour l'adaptation ; que le plan de travail 204-2015 du CPF est approuvé ;
- Les progrès en termes d'opérationnalisation du FVC sont notés, mais que ce dernier doit être pleinement opérationnalisé au plus vite ; que les lignes directrices initiales suivantes du FVC sont adoptées : équilibre entre atténuation et adaptation, respect de la souveraineté nationale, confirmation de l'éligibilité au FVC de tous les pays en développement ;
- Les pays développés sont invités à mobiliser des ressources très significatives pour le FVC d'ici la COP20.
- La COP prend note du rapport du FEM et salue ses efforts en vue de sa 6<sup>ème</sup> reconstitution
- Le FEM est encouragé à finaliser les accréditations de nouvelles agences et étudier les possibilités d'étendre les modalités d'accès direct.
- De nouvelles lignes directrices du mécanisme financier, annexées à la Décision, sont adoptées et que le CPF doit finaliser la 5<sup>ème</sup> revue d'ici la COP20.

### 3. Aperçu des activités de l'équipe du CILSS

#### • Organisation du Side Event par le CILSS

Cet événement a été organisé le 16 novembre 2013 sur le thème « Initiatives du CILSS dans le domaine du changement climatique ». Il a été coprésidé par Dr Kamaye Maazou, Secrétaire Exécutif du CNEDD du Niger et Professeur Bouafou kouamé Guy Marcel, Directeur Général du Centre Régional AGRHYMET. Environ quatre vingt (80) participants ont pris part à l'évènement. L'exposé a été structuré sur les acquis et les expériences suivants :

- Production de connaissances sur le changement climatique : variabilité accrue des pluies associée à la recrudescence des phénomènes extrêmes ; l'accroissement des températures et ses impacts ; l'élévation du niveau de la mer et ses impacts
- Renforcement des capacités des pays pour faire face au changement climatique : intégration du changement climatique dans le processus de planification du développement ; accès au marché du carbone et objectif de positionnement du CILSS comme EOD (entité opérationnelle désignée) ; renforcement des capacités de négociateurs climat ; formations diplômantes et formations continues du CRA
- Financement de projets multi-pays d'adaptation : localisation, montants et état de mise en œuvre.
- Capitalisation et diffusion des connaissances et bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation : les bonnes pratiques sobres en carbone et résilientes au climat ; les bonnes pratiques de GDT ; la plateforme de dialogue et d'échange sur le changement climatique
- Les perspectives (challenges futurs) : Poursuivre les investissements sur l'adaptation et l'atténuation au niveau communautaire ; promouvoir les technologies d'adaptation innovantes et les solutions sobres en carbone ; devenir une entité opérationnelle désignée pour la validation et la certification de projets carbone ; poursuivre le renforcement des capacités des négociateurs climat, ainsi que dans l'intégration du changement climatique dans les politiques de développement, et pour les porteurs de projets carbone.

Les échanges qui ont suivi les exposés ont porté essentiellement sur la visibilité de l'action du CILSS dans les pays, la collaboration avec les institutions de recherche et universités, le renforcement des processus PANA/PAN des pays, le renforcement des capacités des négociateurs africains, la formation des porteurs de projet carbone dans le secteur AFOLU (volet énergie y compris) avec l'implication des AND, le partage de l'expérience du CILSS avec d'autres régions (Afrique centrale)



Side Event du CILSS

- **Présentation du projet BRICKS au Side Event de l'Union Africaine sur la Grande Muraille Verte (GMV)**

L'Union Africaine a organisé le 20 novembre 2013, un Side Event au cours duquel le CILSS a été interpellé pour présenter l'initiative BRICKS financée par la Banque Mondiale qu'elle porte sur « Building Resilience through Innovation, Communication and Knowledge Services » ou « Renforcement de la résilience par le biais des services liés à l'innovation, à la communication et aux connaissances ». Cette communication a été présentée par Dr Ablassé Bilgo qui a eu l'opportunité de participer à l'élaboration dudit projet. En rappel le projet BRICKS a été conçu pour accompagner les 12 projets nationaux du Programme Sahel et Afrique de l'Ouest en appui à l'Initiative de la Grande Muraille Verte (SAWAP). Il est porté par le CILSS qui joue de coordinateur et est mis en œuvre en partenariat avec l'IUCN et l'OSS. Le CILSS est chargé de la gestion et de la diffusion des connaissances, l'OSS (Observatoire du Sahara et du Sahel) est chargé des applications géo-spatiales et du suivi-évaluation du portefeuille de projets, et l'IUCN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) est chef de file dans les domaines de la biodiversité, des stratégies de mise en réseau et de communication. D'un montant de 4 629 630 dollars US, ce projet de 5 ans a été signé le 05 septembre 2013.

Les échanges qui ont suivi ont concerné l'importance du projet BRICKS qui renforcera le volet gestion des connaissances faiblement abordé dans la GMV.

- **Accompagnement des négociateurs de l'espace CILSS/CEDEAO**

Le CILSS en tant qu'institution inter étatique spécialisée sur le climat a pour rôle d'accompagnement des pays de l'espace CILSS-CEDEAO lors des conférences et débats intergouvernementaux sur le climat en fournissant aux négociateurs des arguments scientifiques et techniques.

A la veille de la COP, le CILSS a organisé un atelier préparatoire à l'attention des négociateurs de l'espace CILSS CEDEAO. En outre, il a élaboré un bulletin spécial COP pour les négociateurs de l'espace CILSS-CEDEAO.

Au cours de la COP19, l'équipe du CILSS a participé aux travaux de briefing et de débriefing du groupe africain sur les négociations. Elle appuie les négociateurs des pays sahéliens en leur apportant d'une part l'information (synthèses sur des thèmes de négociation: Agriculture, MDP-LULUCF, REDD+) et l'orientation pour une participation efficace aux négociations, et d'autre part en rapprochant les intérêts de la sous-région avec ceux d'autres régions de l'Afrique. C'est ainsi qu'une réunion a été convoquée par l'équipe du CILSS pour regrouper les négociateurs de l'espace CILSS et ceux de l'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie) autour des thématiques d'intérêt commun (MDP, LULUCF, REDD+, etc.). A l'issue de la rencontre l'idée de proposer une soumission, avant fin février 2013, sur l'intégration de l'agroforesterie dans le MDP (Mécanisme de Développement Propre) au même titre que le Boisement/Reboisement a été retenue. Le draft du papier de soumission sera rédigé par le CILSS et envoyé aux différents partenaires. Enfin, le CILSS a élaboré un questionnaire afin de collecter les besoins spécifiques des négociateurs de l'espace CILSS-CEDEAO en matière d'accompagnement lors des conférences internationales sur le climat. Les résultats de cette enquête serviront de base pour les programmes de renforcement de capacités de négociateurs africains d'une part et d'autre part, pour mieux préparer les papiers positon, les déclarations, les soumissions avant les COP.



L'équipe de CILSS en plein travaux



Vue de la salle des négociateurs africains

- **Synthèse de la participation du CILSS aux autres Side Events**

Thèmes Side Event	Organisateurs	Thèmes discutés	Intérêt pour le CILSS
Contribution of African meteorological institutions to climate-related risk reduction	African Centre of Meteorological Application for Development (ACMAD)	L'atténuation des pertes et des dommages dus à des événements climatiques extrêmes: services climatologiques pour la prévention, la préparation et la réponse	L'ACMAD est un partenaire stratégique et la thématique développée est centrale pour le CILSS
Le financement de l'adaptation au changement climatique	Adaptation Fund et entité régionale de mise en œuvre des fonds d'adaptation tels que OSS	Procédure pour devenir entité régionale ou nationale de mise en œuvre du fond d'adaptation, les avis d'appel d'offres, les projets financés en Afrique de l'Ouest et en Afrique de Sud	Explorer possibilité pour le CILSS de devenir entité régionale désignée de mise en œuvre pour le Fond d'Adaptation Des premières discussions ont été menées avec le Secrétariat du Fond d'adaptation
L'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation : expériences et leçons apprises.	Centre International de l'Agriculture Tropicale (CIAT)	Echanges d'expériences et de connaissances sur l'adaptation au changement climatique avec des exemples en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. La plate forme comprend BBD personne ressource, connaissance et technologies sur le changement climatique	Possibilité de faire le lien entre notre plate forme et celle de CIAT
Accélérer la Croissance Verte en Afrique: Rôle de la Banque Africaine de développement et des institutions régionales	African Development Bank Group (AFDB)	La croissance verte en Afrique vise à maximiser l'utilisation efficace des ressources et assure un développement résilient sobre en carbone. Un récent rapport de la BAD intitulé «Vers une croissance verte en Afrique», souligne les défis que le 21 <sup>e</sup> siècle présente pour l'Afrique. Le side event a discuté de ces défis et les moyens d'y répondre.	Cadre parfaitement avec les objectifs et la vision du CILSS
Lier l'adaptation et l'atténuation pour prendre en compte les multiples risques: les nouveaux résultats de recherche et des exemples issus de terrain	Center for International Forestry Research (CIFOR) et International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC)	Les interventions axées sur les écosystèmes et les communautés de base peuvent contribuer à résoudre l'adaptation et l'atténuation conjointement. Le CIFOR, la FICR et partenaires ont présenté de nouveaux résultats de recherche et des exemples de terrain sur la façon dont les synergies et les compromis entre l'adaptation et l'atténuation sont abordés dans les projets, les politiques et le financement	Les interventions du CILSS visent l'adaptation et l'atténuation. La synergie entre les deux est toujours recherchée à travers les solutions sobres en carbone
Etat d'avancement et	Commission des forêts	(1) Les résultats préliminaires des projets pilotes de	Le Burkina Faso s'est engagé

enseignements tirés des mesures de la biomasse et des systèmes de surveillance des forêts dans le bassin du Congo	d'Afrique Centrale (COMIFAC)	la JICA sur les inventaires forestiers au Gabon et en RDC (2) Résultats préliminaires du projet JICA sur les estimations de la biomasse au Cameroun (3) Progrès accomplis dans la surveillance aérienne des forêts du Bassin du Congo et les systèmes MRV - (4) Les résultats préliminaires du projet COBAM	dans le processus REDD+, d'autres pays de la sous-région vont suivre en s'inspirant de l'expérience de la COMIFAC. Le CILSS, à travers GCCA a mis en place un dispositif (sites) de génération de données MRV pour les pays
Presentation du NAMA Guidebook	Secretariat of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)	Le guide est un outil pour aider les pays dans le processus de conception et de mise en œuvre des NAMAs. Le Side Event a mis en exergue les principales caractéristiques du guide comme comment identifier et prioriser les NAMA ou mesurer les impacts en termes de développement durable et de réduction des émissions de GES	Les pays de l'espace CILSS vont s'engager dans l'élaboration de leurs NAMAs et auront besoin de l'appui du CILSS
Présentation de l'Atlas de l'empreinte écologique des pays francophones	Organisation internationale de la francophonie (OIF/IEPF)	Cet Atlas comporte une comptabilité de l'empreinte écologique en comparaison avec la biocapacité des pays de la francophonie. Il comporte une fiche par pays francophone sur l'empreinte écologique, compare les pays entre eux et formule de brèves analyses des résultats obtenus.	Document important comme base d'analyse pour les pays de la sous-région
Journée de l'Afrique - Changement climatique et agriculture dans le développement et la lutte contre la faim en Afrique	African Union Commission (AUC)	Le Side Event a exploré la façon dont la mise en œuvre du Programme global de développement de l'agriculture africaine (CAADP) soutiendra l'adaptation au changement climatique. Il vise à fournir une plate-forme pour l'échange d'informations et de connaissances sur le passé, les initiatives existantes et prévues sur le changement climatique, l'adaptation et l'atténuation	Cadre avec la vision du CILSS qui a déjà une plateforme d'échanges des informations et connaissances sur le changement climatique
Global climate change Alliance (GCCA) : mainstreaming climate change into planning and policy	GCCA Bruxelles	Activités dans le domaine de l'intégration du Changement climatique dans la planification et les politiques de développement avec des exemples en Asie, en Afrique, etc.	Les activités du GCCA CILSS-CDEAO dans ce domaine ont été présentées

- Synthèse de la participation aux réunions de haut niveau**

Thèmes	Organisateurs	Thèmes discutés	Intérêt pour le CILSS
Participation à la réunion du Segment de haut niveau présidée par SE Monsieur Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République de Tanzanie et SEM Ban Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies.	UNFCCC	l'importance du financement pour les PMA, l'amélioration de la transparence dans les procédures financières et l'accès aux ressources financières.	Positionnement stratégique auprès des délégations membres du CILSS  Identification des sources de financement potentiel pour le volet adaptation et le marché carbone

- Rencontres, échanges et contacts avec des firmes et associations internationales œuvrant dans divers thèmes du CC**

Firmes / associations internationales	Nature des échanges	Intérêt pour le CILSS	Observations /contact
Caroline De Vit, Consultante de la firme Ecofys, et Directrice du Comité de rédaction des documents « guide des négociateurs » de la COP19 pour l'IFDD/OIF	Les enjeux de la COP19 et Renforcement des capacités des Négociateurs	Alimenter le carnet d'adresses de l'équipe,  Avoir une lecture différentielle des techniques et des enjeux.	Donner la latitude pour pouvoir diversifier les sources et les ressources en matière de politiques internationales sur le climat  Ecofys E: <a href="mailto:c.devit@ecofys.com">c.devit@ecofys.com</a>   I: <a href="http://www.ecofys.com">www.ecofys.com</a>

## 4. Actions de visibilité

### Animation d'un stand CILSS

L'équipe CILSS a animé un stand comprenant des posters et d'autres supports de communication des projets et programmes de l'institution (AMCC/GCCA ; FFEM/Changement Climatique, PRGDT, ISACIP/Climdev, ACCIC/DANIDA, etc). Les visiteurs du stand CILSS ont beaucoup apprécié le bulletin et le CD CILSS spécial COP 19 pour les négociateurs ouest africains qui a été reproduit sur place pour une large diffusion. Au total, 238 supports de communication (bulletins et CD spécial COP 19, dépliants ACCIC, GCCA, Projets FFEM/CC, brochures CILSS, etc)

### Interviews

- Le Directeur Général du Centre Régional AGRHYMET, sur le plateau audiovisuel de l'UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change). L'interview a essentiellement porté sur les missions du CILSS ainsi que la contribution du CILSS dans le domaine de l'adaptation au changement climatique.
- Dr Benoît Sarr par l'Agence Panafricaine de Presse (PANA) et la télévision nationale camerounaise.



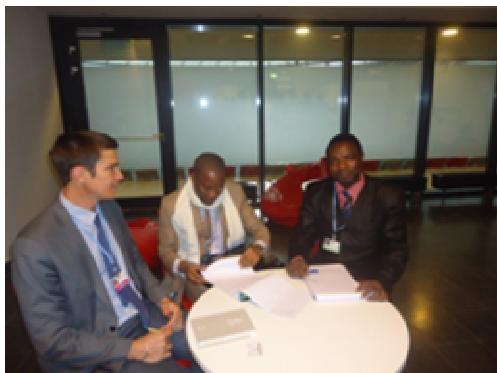
Interview du Prof. Bouafou



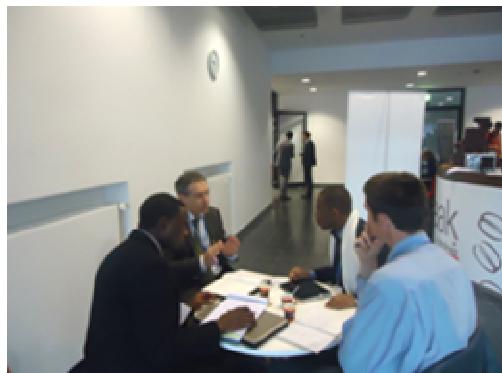
Interview du Dr Benoît Sarr

## Autres activités de la délégation du CILSS

Le Directeur Général du CRA a rencontré successivement Dr Timothée Ourbak, représentant le Ministère français des Affaires Etrangères et le Secrétaire Général du FFEM. Ces rencontres ont permis de mettre en avant les acquis du CILSS sur le CC, les résultats phares pouvant contribuer aux négociations de Paris 2015 et les acquis du projet FFEM/CC.



Rencontre avec le représentant du MAEF



Rencontre avec le Secrétaire Général du FFEM

## 5. Conclusions et suite à donner à la mission

La participation du CILSS à la COP19 a permis à l'équipe de gagner en expérience d'une part pour la visibilité du CILSS, et d'autre part pour un accompagnement efficace des négociateurs de l'espace CILSS-CEDEAO.

Le constat fait lors de cette COP19 est que les négociateurs de notre espace ont grandement besoin d'être bien préparés avant les COP en termes d'information (notes de synthèse sur les thèmes de négociation) et d'orientation dans les différentes sessions (question d'organisation du groupe). Il en ressort une nécessaire mise en synergie des capacités sous-régionales et mobilisation des acquis scientifiques pour produire l'information utile de cet accompagnement. Un questionnaire destiné aux pays a été rédigé dans ce sens pour mieux identifier les besoins et mieux situer le rôle du CILSS dans l'accompagnement et le renforcement des capacités des pays. En perspectives, l'atelier préparatoire et de concertation des négociateurs de l'espace CILSS CEDEAO en vue de la COP20 qui se tiendra au Pérou à Lima du 1au 12 décembre 2014, devra mettre l'accent sur la préparation de papier de position et de déclaration en fonction des thématiques spécifiques de négociations qui seront préalablement identifiés.

## *Autres images de la COP 19*



## Annexes

### Composition de la délégation du CILSS

Nom et Prénom	Fonction	Site	Période de participation	Source de financement
Prof. Bouafou Kouamé Guy Marcel	Directeur Général du Centre Régional AGRHYMET	CRA	12 au 20 novembre 2013	GCCA
Dr Benoît Sarr	Coordonnateur scientifique du Projet GCCA	CRA	10 au 23 novembre 2013	GCCA
Dr Maguette Kairé	Expert forestier	CRA	10 au 23 novembre 2013	GCCA
Papa Oumar Dièye	Expert communication	CRA	10 au 23 novembre 2013	GCCA
Dr Ablassé Bilgo	Expert changement climatique	CRA	10 au 23 novembre 2013	Projet FFEM/CC
Dr Sibiri Jean Ouédraogo	Chef de Département Agriculture, Environnement et Marchés	INSAH	10 au 15 novembre 2013	GCCA
Philippe Zoungrana	Expert Gestion des Ressources Naturelles	SE	10 au 15 novembre 2013	GCCA
Olivier Bouyer	Consultant	Bureau Salva Terra	10 au 23 novembre 2013	GCCA